



Centre Hospitalier de Rambouillet
Cellule Commande Publique GHT 78 Sud

**CONTRAT DE CONCESSION DE
SERVICES**

**Concession de service pour la gestion et
l'exploitation
d'une cafeteria, d'une boutique et de distributeurs
automatiques
au sein du Centre Hospitalier de Rambouillet**

Règlement de la consultation (RC)

En application de la 3ème partie du Code de la commande Publique

**Des articles L. 1120 à L. 11-22-1 du Code de la commande publique ;
Des articles L. 3000-1 à L. 3428-1 du Code de la commande publique ;
Des articles R. 3111-1 à D. 3381-5 du Code de la commande publique.**

Consultation n°

2025SM05

Date limite de remise des offres

8 janvier 2025 à 12 heures

1. OBJET DU CONTRAT DE CONCESSION

■ Autorité concédante :

Centre Hospitalier de Rambouillet

Adresse : Centre Hospitalier de Rambouillet
5 rue Pierre et Marie Curie
78120 RAMBOUILLET

Représenté par M. SONTAG – Directeur général de l'établissement

■ Autorité chargée de la passation de la concession :

Centre Hospitalier de Versailles en qualité d'établissement support du GHT 78

Adresse : Centre Hospitalier de Versailles
177 rue de Versailles
78157 LE CHESNAY-ROCQUENCOURT

Représenté par Monsieur Pascal BELLON – Directeur Général de l'établissement





■ Description de la prestation :

Le présent contrat a pour objet l'exploitation aux risques et périls du Concessionnaire et comporte les prestations décrites dans le contrat de concession :

- Vente de produits de restauration rapide en boutique et en distribution automatique ;
- Vente de repas du type « *Street Food* », sandwicherie, bar à salade via la cafétéria et/ou distributeurs de produits alimentaires chauds (type pizza) ;
- Vente de boissons chaudes ou froides en boutique et en distribution automatique ;
- Vente de produits de presse, papeterie, articles divers.

Le périmètre de la concession est défini au projet de convention et ses annexes joints au DCE.

■ Caractéristiques principales du contrat :

 Objet du contrat	Concession de service pour la gestion et l'exploitation de cafeterias/boutiques, distributeurs automatiques au sein du centre hospitalier de Versailles
 Acheteur	Centre Hospitalier de Rambouillet
 Type de contrat	Contrat de Concession
 Durée	6 ans

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE



■ Procédure de passation :

La présente procédure a pour objet l'attribution d'une concession de service au sens des dispositions de l'article L. 1121-1 du Code de la commande publique.

La présente consultation relève de la procédure formalisée en application des dispositions des articles L. 3120-1 à L. 3126-3 et R. 3121-1 à R. 3121-6 du code de la commande publique concernant les contrats de concessions dont la valeur estimée est supérieure au seuil européen.

La procédure retenue est de type « ouverte », sans limitation du nombre de candidats admis à présenter une offre.

■ **Déroulé de la procédure :**

	Publication de la consultation	25 novembre 2024
	Date limite de réception des candidatures et des offres	8 janvier 2025

■ **Lieu d'exécution :**

Les lieux de la Concession sont :

- Le Centre hospitalier de Rambouillet sis 5 Rue Pierre et Marie Curie, 78120 Rambouillet ;
 - Accueil : entrée n°1
 - Urgences
 - Médecine : entrée n°9
- EHPAD les Patios d'Angennes, sis 38 rue Ferdinand Dreyfus, 78120 Rambouillet : entrée n°27

■ **Visites de site**

➤ **Visite obligatoire**

La visite du site, par les candidats, préalablement au dépôt de leur offre, est obligatoire, pour une meilleure appréhension des prestations **sous peine d'irrecevabilité de l'offre**.

La fourniture d'une attestation de visite dûment remplie et complétée de chacun des interlocuteurs est impérative à l'appui de leur offre.

➤ **Modalités d'organisation des visites de site**

Les visites se feront aux créneaux suivants :

Vendredi 6 décembre 2024 – 14h00
Mercredi 11 décembre 2024 – 11h00

En fonction du nombre et des demandes, une deuxième date pourra éventuellement être fixée.

Les candidats devront choisir l'un de ces créneaux et adresser au secrétariat de direction visé *infra*, une demande de participation mentionnant les nom, prénom et qualité de chaque participant ainsi que leur adresse de messagerie électronique sur lesquels ils peuvent être joints.

Les visites se feront après confirmation par email auprès de :

- Mail : : Kévin PERRUCHAUT, adjoint à la Directrice en charge de l'investissement, des achats, de la logistique, des services techniques et du développement durable
- Téléphone : 01 34 83 76 14

Les entreprises ayant reçu confirmation devront se présenter à l'accueil de l'établissement au créneau retenu et présenter leur attestation de visite pré remplie pour signature de l'autorité concédante (Annexe A).

Les candidats ne pourront en aucun cas invoquer la méconnaissance du site et/ou du contenu des prestations à réaliser pour justifier une erreur ou une omission dans leur offre.

■ **Durée de la concession et prise d'effet du contrat :**

La durée de la concession est fixée à 6 ans.

La présente concession entre en vigueur au 1^{er} mars 2024.

Cette durée est définie au regard des caractéristiques des prestations et du niveau des investissements à réaliser pour laisser au délégataire une durée d'exécution suffisante pour optimiser l'exploitation et lui laisser une durée normale d'amortissements de ses investissements dans faire porter une charge trop importante sur le tarif du service.

■ **Estimation du besoin (valeur estimée indicative de la concession) :**

La valeur globale de la concession au jour de l'envoi de l'avis de concession est estimée à [1 092 200] €. Elle correspond au chiffre d'affaires total hors taxe estimé pour la durée des contrats (6 ans) basé sur l'estimation des recettes perçues sur les usagers du service public délégué.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 180 Jour(s) à compter de la date limite de réception des offres. Ce délai est prorogeable avec l'accord de l'ensemble des candidats ayant remis une offre.

■ **Nomenclature**

Objet principal	55330000-2	Services de cafétéria
Objet supplémentaire	55900000-9	Services de vente au détail

■ **Modalités de retrait du dossier de consultation :**

Le dossier de consultation est disponible gratuitement par téléchargement électronique sur le profil d'acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Le dossier de consultation peut être retiré jusqu'aux date et heure limites de réception des candidatures et des offres.

■ **Présentation d'une offre en groupement**

Que le groupement soit conjoint ou solidaire, l'un des opérateurs économiques est désigné comme mandataire et représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement pour un même contrat de concession sous peine d'irrecevabilité.

En cas de groupement conjoint, il est demandé que le mandataire soit solidaire après attribution.

En cas de réponse sous forme de groupement, l'ensemble des documents demandés à l'article 3 (relatifs à la candidature) sera fourni par chacun des membres du groupement.

■ Dossier de consultation et modification du DCE

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

En cas de modification de détail dans un délai inférieur à celui mentionné ci-dessus, la date limite de remise des plis sera repoussée afin que les candidats disposent du même nombre de jours avant la remise des plis.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ Présentation des candidatures et des offres :

Les candidats doivent présenter une offre conforme aux documents de la consultation sous peine de voir leur offre écartée pour irrecevabilité.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions devront être datées et signées.

Il est par ailleurs expressément demandé aux candidats de remplir intégralement les documents mis à leur disposition.

■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

La présentation des plis électroniques est la suivante :

- Fichiers distincts pour les différentes pièces de la candidature et de l'offre, organisés dans un fichier .zip pour une enveloppe unique ou dans deux fichiers .zip si une enveloppe de candidature et une enveloppe d'offre sont requises ;
- Afin de faciliter le travail d'analyse des candidatures et des offres, les fichiers sous format Excel devront être maintenus en l'état. Tel est notamment le cas pour les fichiers relatifs à la décomposition des investissements et du fichier relatif au tableau d'amortissement des Equipements (Chap. 2 du Guide rédactionnel).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Il est donc conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un logiciel anti-virus avant envoi.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Direction des achats du GHT 78 sud
Centre hospitalier de Versailles
Cellule de la commande publique
177 rue de Versailles
78150 LE CHESNAY ROCQUENCOURT

Les candidats pourront la transmettre sous pli cacheté avant la date indiquée à l'article 6, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal ou ils pourront être remis contre récépissé.

■ Dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation (RC) et ses annexes :
 1. Annexe A : Attestation de visite ;
 2. Annexe B : Masse salariale résultant des contrats conclus par le Centre Hospitalier pour l'exploitation des services objet du contrat ;
 3. Annexe C : Chiffres d'affaires des contrats conclus par le Centre Hospitalier pour l'exploitation des services objet du contrat ;
 4. Annexe D : Bordereau des tarifs ;
- Le projet de Contrat de concession et son annexe « *Annexe 1 : Locaux affecté à la cafétéria, à la boutique et aux emplacements des distributeurs automatiques* »
- Le guide rédactionnel.
- Le cadre capacitaire composé de 3 onglets.

■ Dossier relatif à la candidature

LISTE	OBSERVATIONS
Cadre capacitaire	<p>Les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Capacités économiques et financières : <input type="checkbox"/> Déclaration concernant le chiffre d'affaires global au cours des trois derniers exercices comptables (suivant cadre capacité prévu à cet effet – onglet 1) ; - Capacités techniques et professionnelles : <input type="checkbox"/> Cadres capacitaires (onglets 2 (Moyens) et 3 (Références)).
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
Attestation sur l'honneur	<p>Une déclaration sur l'honneur attestant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévues aux articles L. 3123-1 à 5 du code de la commande publique, - Que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et aptitudes exigés en application des articles L. 3123-18, L. 3123-19 et L. 3123-21 et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 à R. 2123-8 du code de la commande publique.
Emploi des travailleurs handicapés	Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés
Emploi salariés par candidat français	Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail)
Emplois salariés par candidat étrangers	Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Attestation d'assurance	Attestation d'assurance couvrant l'entreprise contre les risques inhérents à son activité (civile)
Extrait KBIS	Extrait K, Extrait KBIS ou Extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion datant de moins de 3 mois.

Mandat	Le cas échéant, le mandat habilitant le mandataire à engager le groupement
---------------	--

■ Demandes complémentaires

En application de l'article R. 3123-20 du Code de la commande publique, il pourra être demandé aux entreprises dont la candidature est incomplète, de fournir les justificatifs manquants dans un délai précisé dans le courrier.

La demande sera adressée aux candidats via la plateforme de dématérialisation:

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Elle fixera la date et l'heure limites auxquelles les documents devront parvenir à l'autorité concédante.

Les documents demandés dans le cadre d'une régularisation devront être transmis via ladite plateforme de dématérialisation :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

■ Dossier relatif à l'offre :

LISTE	OBSERVATIONS
Offre technique du candidat	L'Offre du candidat établi conformément aux prescriptions du Guide rédactionnel. A cet effet, les candidats devront remettre l'ensemble des documents prescrits par le Guide rédactionnel en respectant la numérotation et l'ordre chronologique d'apparition des documents demandés.
Contrat de concession	Le projet de convention et son annexe
RIB	Un RIB et IBAN présentant les références bancaires du candidat.

L'offre technique doit être signée par la personne habilitée à engager la société (nom mentionné au KBIS ou personne bénéficiant d'une délégation de signature de la personne mentionnée au KBIS).

JUGEMENTS DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Sélection des candidats :

Le Pouvoir adjudicateur ouvrira le pli remis par chaque candidat et en enregistrera le contenu.

L'examen des candidatures sera effectué à partir :

- Des capacités professionnelles, appréciées à travers les qualifications et références des candidats
- Des garanties techniques appréciées à travers les moyens humains et techniques des candidats,
- Des garanties financières appréciées à travers le chiffre d'affaires annuel des trois derniers exercices.

Si au regard des capacités énumérées ci-dessus, il s'avère que les candidats n'ont pas la capacité pour réaliser les prestations du contrat de concession, leur candidature sera rejetée

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

<i>Critères/Sous critères</i>	<i>Pondération</i>	<i>Document utilisé pour l'analyse</i>
<i>Valeur technique (critère)</i> <i>(50%)</i>		
Qualité des aménagements et équipements proposés et intégration dans le site	10%	Chap. 3 du Guide rédactionnel
Planning de déploiement des prestations et adéquation avec la continuité du service	5%	
Organisation des prestations	15%	Chap. 4 du Guide rédactionnel
Qualité des services et produits proposés	15%	
Organisation de la maintenance	5%	Chap. 4 du Guide rédactionnel
<i>Valeur économique (critère)</i> <i>(45%)</i>		
Montant des investissements initiaux	5%	Chap. 2 du Guide rédactionnel
Tarifs proposés	15%	Chap. 2 du Guide rédactionnel
Montant de la redevance proposée (fixe et variable) sur la durée totale du contrat	25%	Chap. 2. du Guide rédactionnel
<i>Environnement (5%)</i>		
Mesures proposées pour le traitement des déchets	5%	Chap. 4 du Guide rédactionnel

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai

Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.

■ **Négociations :**

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. Après réception et analyse des Offres Initiales (OI) et conformément aux dispositions des articles L. 3124-1 et R. 3124-1 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations.

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales les plus pertinentes, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet de la concession, les critères d'attribution ou les caractéristiques minimales du Contrat (Chapitre 1 du Contrat) indiquées dans les documents de la consultation.

Pour éviter tout risque de violation du secret des affaires, il sera demandé aux candidats d'identifier, le cas échéant, dans tous les documents écrits qu'il remet au Centre Hospitalier, le ou les éléments qu'il juge devoir être couvert par le secret des affaires, sans que cette indication ne préjuge en aucune matière de la position finalement retenue par l'autorité concédante.

En cas de négociations, celle-ci pourra prendre la forme, soit d'un échange par courriel (sous forme de question réponse), soit d'un entretien avec chaque candidat.

Plusieurs séances de négociation pourront être organisées.

Les négociations seront engagées avec **au maximum les trois (3) candidats** les mieux classés à l'issue de l'analyse des offres initiales.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

4. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Les candidats sont informés que dans le respect du principe d'égalité de traitement entre ces derniers, les réponses sont adressées à tous les candidats ayant retiré le dossier de consultation *via* le profil acheteur.

L'acheteur se réserve la possibilité de ne pas répondre à ces demandes ou questions, si celles-ci ne présentent aucun intérêt au titre de la consultation.

■ **Notification de la concession**

Une fois informé du résultat de la consultation, le candidat invité à procéder à la mise au point du Contrat et à sa signature.

La date de notification correspondra à la date de signature du Contrat par les deux Parties.

■ Attribution du marché

Le marché public ne pourra être attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre la plus avantageuse que sous réserve de la production des pièces suivantes, dans le délai qui lui sera imparti. En cas de dépassement de ce délai, le centre hospitalier se réservera le droit d'attribuer le marché avec l'auteur de l'offre classée immédiatement après :

- un relevé d'identité bancaire correspondant au(x) compte(s) à créditer pour le versement des sommes dues au titulaire au titre du contrat,
- si la(les) personne(s) signataire(s) du (des) document(s), pour le(s)quel(s) une signature est expressément exigée, n'est / ne sont pas le(s) représentant(s) légal (aux) du candidat : un document relatif à ses (leurs) pouvoirs pour engager le candidat à hauteur du montant de son offre de prix.
- dès lors que le soumissionnaire emploie des travailleurs étrangers : la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L5221-2 du Code du Travail. Cette liste précise pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type de numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (cf. article D8254-2 du Code du travail).
- dès lors que le soumissionnaire (ou son sous-traitant) a recours au détachement transnational de travailleurs :
 - o une copie de la déclaration de détachement adressée à l'inspection du travail (DIRECCTE) et ce avant le début de chaque détachement d'un ou plusieurs salariés (cf. articles R1263 à R1265 du Code du travail). Cette déclaration comporte notamment la liste des travailleurs détachés.
 - o une copie du document désignant le représentant identifié sur le territoire national

Pour les candidats individuels ou membres de groupement établis ou domiciliés en France :

- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ;
 - o dès lors que le candidat est soumis à l'impôt sur les sociétés et assujetti à la TVA : l'attestation fiscale qui peut être obtenue directement en ligne via le compte fiscal <https://cfspro.impots.gouv.fr/> (espace abonné professionnel),
 - o dès lors que le candidat est une entreprise occupant au moins vingt salariés : un document attestant que le candidat a, au cours de l'année précédente, effectué la Déclaration Obligatoire d'Emploi des Travailleurs Handicapés ou bien a versé la contribution à l'AGEFIPH,
 - o Une attestation de vigilance relative à la fourniture des déclarations sociales et au paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (cf. article D 8222 5 1°-a du code du travail) – téléchargeable sur www.urssaf.fr ou www.net-entreprises.fr.
- un extrait du registre pertinent attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-3 du Code de la commande publique :
 - o soit un extrait de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois,
 - o soit un extrait d'immatriculation au Répertoire des Métiers (D1), délivré par la Chambre de Métiers et de l'artisanat et datant de moins de 3 mois
 - o soit un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Pour les candidats individuels ou membres de groupement établis ou domiciliés à l'étranger :

- un extrait du registre pertinent ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L.2141-1 et L.2141-2 du Code de la commande publique ;
- un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale (article D 8222-7-1°-b du code du travail) ;
- un document qui mentionne (article D 8222-7-1°-a du code du travail) :
 - o soit en cas d'assujettissement à la TVA, son numéro individuel d'identification à la TVA en France, attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts,
 - o soit pour le candidat individuel ou le membre du groupement qui n'est pas tenu d'avoir un numéro individuel d'identification à la TVA en France : un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.
- un document attestant qu'il a satisfait à ses obligations de déclarations sociales et de paiement de ses cotisations sociales (article D 8222-7-1°-b du code du travail), parmi les documents suivants :
 - o soit lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes,
 - o soit un document équivalent,
 - o à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice s'assurera de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales.

Lorsqu'un document justificatif n'est pas délivré par le pays concerné ou ne mentionne pas tous les cas d'interdictions de soumissionner, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par le candidat individuel ou le membre du groupement devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

IMPORTANT :

Il est vivement recommandé aux candidats de se procurer dès à présent ces documents et de les joindre dans la mesure du possible à l'appui de leur dossier. En effet, le délai, qui sera imparti au soumissionnaire pressenti comme titulaire du marché pour fournir ces pièces, sera de l'ordre de quelques jours

■ Voies et délais de recours

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal administratif de Versailles
56 avenue Saint-Cloud
78011 Versailles
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Site internet : <http://www.ta-versailles.juradm.fr>

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues

dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : Le DPO du Centre Hospitalier de Versailles ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.

Réutilisation des données : L'acheteur attire l'attention des candidats sur le fait que les adresses électroniques et coordonnées renseignées par ceux-ci pourront être utilisées par l'acheteur à des fins de prospection et d'actions de sourcing.

ANNEXES au présent règlement de consultation :

- A. Attestation de visite
- B. Masse salariale résultant des contrats conclus par le Centre Hospitalier pour l'exploitation des services objet du contrat ;
- C. Chiffres d'affaires des contrats conclus par le Centre Hospitalier pour l'exploitation des services objet du contrat ;
- D. Tarifs produits distributeurs et cafétéria



ANNEXE A : Attestation de visite

ATTESTATION DE VISITE

M./Mme.....,au nom de l'autorité concédante, atteste

avoir reçu le :

Monsieur/Madame :

représentant la société :

mandataire du lot n°

pour visiter les lieux et évaluer l'étendue des prestations nécessaires à la parfaite réalisation des prestations relevant de la Concession de Service Public du centre hospitalier de Rambouillet

Signature et Cachet

de l'entreprise

Signature du représentant

de l'autorité concédante